

leur attitude d'hostilité contre les États-Unis et pour leur idéal de «lutte» pour la communisation de l'univers. Le communiqué semble revêtir l'alliance communiste d'une cohésion et d'une unité apparentes et, en prévoyant au besoin de futures consultations, il pourra empêcher que les différends n'éclatent au grand jour. Il est trop tôt pour savoir s'il modifiera la politique de Pékin et de Moscou, mais pour le moment les deux grands pays communistes ont adopté des politiques ancrées dans l'expérience historique et révolutionnaire qui leur est propre.

Après la Conférence de Moscou

L'unité du bloc soviétique ayant été restaurée, du moins en apparence, et le nouveau gouvernement des États-Unis étant à la veille de prendre les rênes du pouvoir, il n'y avait plus d'obstacles, à la fin de 1960, au retour de M. Khrouchtchev à son attitude du début de l'année. On s'attendait donc qu'il reprit ses efforts en vue du règlement, à ses conditions, des problèmes de Berlin et du désarmement. Dès octobre, il avait déclaré qu'à la fin de 1961, la question de Berlin et celle d'un traité de paix avec l'Allemagne devraient être réglées. Dans Berlin même, dès septembre, les tracasseries communistes avaient recommencé, dirigées non plus contre les puissances occupantes, mais contre la population de Berlin-Ouest; peut-être espérait-on ainsi faire sentir aux puissances occidentales leur position délicate à Berlin et le besoin de négociations. Vers la fin de décembre, le ministre soviétique des Affaires étrangères fit une importante déclaration où il affirmait que l'URSS était disposée à établir des rapports plus cordiaux avec les États-Unis et renouvelait les propositions de M. Khrouchtchev visant à une réunion des chefs de gouvernement à l'Assemblée générale de l'ONU, afin d'étudier le problème du désarmement. Quelques jours plus tard, après de longs entretiens, l'URSS renouvelait son accord commercial avec l'Allemagne occidentale. A la fin de 1960, on ne pouvait prédire si M. Khrouchtchev reviendrait à ses positions du début de l'année, car il lui fallait tenir compte des méfiances de son principal allié Pékin et de l'effet de ses propres manœuvres sur les pays occidentaux. Toutefois, il semblait bien qu'il essayerait de recréer le climat d'avant mai.

L'attitude de l'URSS dans l'affaire du Congo, ne s'explique qu'en partie par l'échec de la Conférence au sommet et par les événements que nous venons de passer en revue. La date de l'indépendance congolaise et le déséquilibre politique subséquent ne sont pas reliés aux événements du mois de mai. Depuis son arrivée au pouvoir, M. Khrouchtchev ne s'est jamais lassé, par une tactique à la fois économique et idéologique, d'étendre l'influence soviétique dans les régions peu développées et d'y miner celle des pays de l'Occident. Il est donc évident que la crise du Congo lui fournit une occasion qu'il ne pouvait laisser passer. Mais cela dit, les répercussions de l'affaire congolaise n'auraient pas été si graves pour les rapports entre l'Est et l'Ouest, si la formation d'un gouvernement stable et ferme au Congo avait suivi la proclamation d'indépendance. Une fois le gouvernement central dissous, l'URSS fut empêchée par la présence des Nations Unies d'intervenir en faveur de la faction qu'elle favorisait. Son représentant au Congo fut ignominieusement expulsé. Rebutée, l'URSS, par la voix de M. Khrouchtchev, lança une violente attaque contre le secrétaire général des Nations Unies et demanda que sa liberté d'action fût limitée par la substitution d'un triumvirat au poste qu'occupe M. Hammarskjöld.